

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 13/01/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICOTY

6 RUE BETHENCOURT
17000 La Rochelle

Références : 0007201452/2026-18

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement PICOTY implanté 6 RUE BETHENCOURT 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte de l'action nationale 2025 relative à la présence de PFAS dans les émulseurs. Elle a permis de faire le point sur les émulseurs mis en œuvre sur le site dans le cadre du dispositif de lutte incendie, et notamment sur la présence éventuelle de substances PFAS dans les émulseurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICOTY
- 6 RUE BETHENCOURT 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007201452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

L'établissement PICOTY est un site classé SEVESO seuil haut spécialisé dans le stockage et la distribution de carburants.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Analyse de PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Réserves d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article Annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'identifier la présence de deux émulseurs comme pouvant potentiellement contenir des PFAS. L'exploitant doit mener les actions nécessaires afin de connaître la composition des deux émulseurs et déterminer si leur utilisation est encore possible.

Lors de la visite, il a été constaté que les trois réserves d'eau incendie n'étaient pas pleines induisant un non-respect de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a effectué le remplissage des réserves d'eau à la suite de l'inspection permettant de ne pas être soumis à une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
Constats : L'émulseur présent sur le site dans la réserve fixe de 25 m ³ est le Proflex AR (FFFP-AR) de la marque Profoam. L'exploitant indique avoir racheté 15 m ³ de cet émulseur en octobre 2022 afin de disposer d'une réserve pleine. L'émulseur est utilisé à 3 %.

L'exploitant dispose de la fiche de données sécurité datée du 11 janvier 2023. Elle n'indique pas la présence ou l'absence du composé PFOS, ni la teneur exacte.
Selon la fiche disponible sur Internet (informations techniques), l'émulseur ne contiendrait ni PFOS ni PFOA.

En complément, l'exploitant dispose d'une citerne mobile d'émulseur de 10 m³ mis à disposition dans le cadre de l'aide mutuelle. L'émulseur est le pétrofilm 6 FFFP 6 %. Il est non-alcool résistant. L'exploitant a présenté la fiche de données sécurité datée du 16 avril 2021. Elle n'indique pas la présence ou l'absence du composé PFOS, ni la teneur exacte.

L'exploitant a tenu à préciser sa stratégie : au regard des problèmes de viscosité et de performance des nouveaux émulseurs mis sur le marché, ainsi que des remplacements à prévoir des pompes, son objectif est d'utiliser son émulseur le plus longtemps possible puisque celui-ci a démontré toute son efficacité. Selon lui, l'émulseur de la réserve fixe peut être utilisé jusqu'en 2035.

En complément, l'exploitant indique que les tests des moyens de lutte contre l'incendie sont uniquement réalisés en eau et qu'il mettra en place un registre listant les dates d'utilisation de l'émulseur.

Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de la cuve en résine d'émulseur (Proflex) d'une contenance de 25 m³. La citerne mobile de 10 m³ (pétrofilm) est placée devant les raccords pompiers positionnés sur la façade ouest du local motopompe incendie, empêchant ainsi leur utilisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. Selon la fiche technique de l'émulseur Proflex AR (FFFP-AR), celui-ci ne contiendrait pas de PFOS (il convient de vérifier ce point auprès du fournisseur).

En ce qui concerne l'émulseur Pétrofilm 6 FFFP 6 % présent dans la citerne mobile, les substances PFAS contenues dans celui-ci sont inconnues.

Ainsi, dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de ses fournisseurs et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) des émulseurs Proflex AR (FFFP-AR) et pétrofilm 6 FFFP 6 % . En fonction des résultats, et le cas échéant, les émulseurs ne pourront plus être utilisés.

2. L'exploitant déplace la citerne mobile d'émulseur afin de laisser libre d'accès les raccords pompiers.

De plus, cette citerne étant mise à disposition des autres dépôts pétroliers dans le cadre de la convention d'aide mutuelle, elle devra emprunter une voie de circulation publique afin d'être acheminée au sein du site industriel concerné. Par conséquent, l'exploitant s'assure que la citerne routière dispose de tous les contrôles de sécurité imposés par le Code de la Route.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
Constats : Les fiches de données sécurité des deux émulseurs présents sur le site ne contiennent aucune information sur la présence ou non de PFHxS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur sur la présence de PFHxS et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) des émulseurs. En fonction des résultats, et le cas échéant, les émulseurs ne pourront plus être utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : <p>La fiche de données sécurité de l'émulseur Proflex AR (FFFP-AR) n'indique pas la présence ou l'absence du composé PFOA, ni la teneur exacte.</p> <p>Selon la fiche disponible sur Internet (informations techniques), l'émulseur ne contiendrait ni PFOS ni PFOA.</p> <p>En ce qui concerne l'émulseur Pétrofilm 6 FFFP 6 % présent dans la citerne mobile, les substances PFAS contenues dans celui-ci sont inconnues.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de ses fournisseurs et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) des émulseurs Proflex AR (FFFP-AR) et</p>

péetrofilm 6 FFFP 6 % . En fonction des résultats, et le cas échéant, les émulseurs ne pourront plus être utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
Constats : <p>Au regard des constats ci-dessus, l'exploitant n'a pas la connaissance de la présence ou non de PFOA dans les émulseurs présents sur site</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Si les émulseurs présents sur site présentent des PFOA, l'exploitant doit transmettre annuellement les informations (masse, concentration, mesures de gestion du stock) sur ses stocks de PFOA à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none">a) une autre substance, en tant que constituant;b) un mélange;c) un article; <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : <p>Selon des informations transmises par courriel par le fournisseur, l'émulseur Proflex AR (FFFP-AR) présent dans la réserve fixe a une concentration en PFCA C9-C14 inférieure à 25 mg/kg. Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas de l'information relative à la concentration des composés apparentés. En effet, si celle-ci est supérieure à 260 mg/kg, l'émulseur ne peut être utilisé depuis le 25 février 2023.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucune information sur la présence de PFCA C9-C14 dans l'émulseur Pétrofilm 6 FFFP 6 % présent dans la citerne mobile.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur afin de connaître la concentration en composés apparentés dans l'émulseur Proflex AR (FFFP-AR) et en PFCA C9-C14 (y compris composés apparentés) dans l'émulseur Pétrofilm 6 FFFP 6 %. En l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) des émulseurs. En fonction des résultats, et le cas échéant, les émulseurs ne pourront plus être utilisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données sécurité des deux émulseurs présents sur le site ne contiennent aucune information sur la présence ou non de PFHxA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur sur la présence de PFHxA dans les deux émulseurs. En l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Analyse de PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation d'émulseurs fluorés
Prescription contrôlée : <u>Article 1</u> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées. II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF ₃ -) ou méthylène (-CF ₂ -), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié. Article 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Par le passé, le site était détenteur d'un émulseur contenant des PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant en tant que détenteur de produits contenant des PFAS se positionne sur la réalisation d'une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Réserves d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, réserves d'eau incendie
Prescription contrôlée : La stratégie de lutte contre l'incendie est basée sur des moyens fixes correctement dimensionnés (régime de l'autonomie - arrêté ministériel du 3 octobre 2010). Pour le site principal, l'exploitant doit disposer a minima de : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau constituée de trois réservoirs de stockage d'une capacité totale de 4470 m³ minimum et avec réalimentation par le réseau de ville, [..]
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- la réserve d'eau n°101 d'un volume maximal de 1810 m³ comportait une hauteur d'eau affichée de 9,06 m,- la réserve d'eau n°102 d'un volume maximal de 1810 m³ comportait une hauteur d'eau affichée de 9 m,- la réserve d'eau n°103 d'un volume maximal de 850 m³ comportait une hauteur d'eau affichée de 6,31 m. L'exploitant ne dispose pas d'un abaque permettant de faire un lien rapide entre la hauteur d'eau présente dans les réserves et le volume. Après calcul et en sachant que les réserves d'eau n°101 et 102 ont une hauteur de remplissage de 11 m, le volume présent dans les réserves n°101 et n°102, le jour de l'inspection, était respectivement de 1490 et de 1480 m ³ (soit un total de 2970 m ³). Ces deux réserves étaient donc remplies à 80 %. L'exploitant n'a pas pu indiquer, le volume présent dans la réserve n°103. Sachant que le site doit disposer de 4470 m ³ d'eau, il manque 1500 m ³ d'eau incendie, ne pouvant être contenue dans la réserve de 850 m ³ . En l'absence des 4470 m ³ d'eau incendie sur le site et prescrit par arrêté préfectoral, l'inspection des installations propose un arrêté de mise en demeure. Toutefois, par courrier du 18 décembre 2025, l'exploitant a transmis des photos des réserves d'eau et des écrans de supervision comportant les niveaux d'eau des réserves : <ul style="list-style-type: none">- n°101 et 102 : 11,31 m,- n°103 : 10,19 m. Les réserves d'eau incendie étant pleines, le volume présent est de 4470 m ³ , conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Au regard des actions menées par l'exploitant, l'arrêté de mise en demeure ne sera pas proposé à M. le Préfet. L'exploitant a également transmis les calculs des volumes d'eau présents selon les hauteurs. Il est invité à disposer de ces abaques dans les procédures d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite